



## Capitalisme dévoyé? Une thèse fourvoyée?

Xavier Dupret

19.578 signes

Décembre 2023

*Gardez-vous de penser que les destinées du peuple soient attachées à quelques hommes; gardez-vous de redouter le choc des opinions et les orages des discussions politiques, qui ne sont que les douleurs de l'enfantement de la liberté*

(Maximilien de Robespierre)

*Aux dernières nouvelles, Solvay, le champion belge de la chimie, accordera un bonus de 12 millions d'euros bruts à sa CEO, Ilham Kadri<sup>1</sup>. La chose figurait, d'ailleurs, déjà noir sur blanc dans les documents de convocation de l'assemblée générale extraordinaire.*

A l'avenir, l'entreprise sera scindée en deux entités autonomes, Solvay et Syensqo. Mme Kadri officiera comme CEO de Syensqo dont le métier principal correspondra à l'innovation

---

<sup>1</sup> L'Echo, Feu vert des actionnaires de Solvay pour la scission. Le bonus d'Ilham Kadri approuvé, édition du 8 décembre 2023.

de la filière des batteries destinées aux voitures électriques et à l'hydrogène vert. A l'ordre du jour de cette AG figurait non seulement la décision de versement de cette « prime exceptionnelle » à la PDG mais également sa justification « au regard de son engagement exceptionnel dans le cadre de la réalisation du projet de scission partielle ».

### ***Indignation dans les salons***

Dans la suite du texte, le CA de Solvay ajoute qu'il souhaite, par le biais de cette rémunération, « saluer les années de performances exceptionnelles à la tête du groupe dans un environnement très volatil marqué par un contexte de forte inflation, de tensions géopolitiques majeures et d'incertitudes macroéconomiques »<sup>2</sup>.

La nouvelle a évidemment fait grand bruit. Parmi le concert d'indignation, la voix apparemment originale (mais il faut, c'est bien connu, toujours se moquer des apparences) d'Etienne de Callataÿ qui a sorti ses griffes: «Honnêtement, je pense qu'une personne qui emprunte 25.000 ou 50.000 euros pour ouvrir une frieterie prend beaucoup plus de risques que la plupart des patrons les mieux payés au monde, qui sont avant tout des managers, n'en ont jamais pris. Et ceux-ci, souvent, bénéficient d'un « parachute doré » – un bonus généreux si l'entreprise veut s'en séparer parce qu'elle n'est pas satisfaite de leurs performances. J'y vois la plus belle illustration du dévoiement du capitalisme puisque la rémunération du risque s'accompagne d'une absence de sanction de l'échec. C'est le pendant, au niveau microéconomique, au niveau de l'entreprise, d'un phénomène macroéconomique tout aussi détestable : la privatisation des gains et la nationalisation des pertes.»<sup>3</sup>.

On se résoudra à constater que nous n'en avons pas encore terminé avec la sempiternelle condamnation des trahisons aux « vraies valeurs du capitalisme » (air connu). Il n'y a décidément plus qu'en Belgique francophone, cette périphérie à la fois de la France et de la Flandre, que ce type de saillies peut encore faire sérieusement figure d'analyse. Regardons les choses de plus près et dans l'ordre.

### ***Prise de distance***

Pour commencer, en quoi le fait de prendre un risque constitue-t-il le motif de légitimation d'une action sur le plan économique? Après tout, si aujourd'hui, pour ouvrir une frieterie, on prend un gros risque en empruntant une somme dont dispose sur un compte d'épargne n'importe quel salarié un peu installé dans la bande intermédiaire supérieure de la distribution des revenus, c'est sans nul doute parce que ce type d'établissements ne répond pas spécialement à un besoin manifeste de la population. La rémunération qui en découlera pour l'agent économique concerné sera forcément faible. Il n'y a aucun mérite spécifique à accoler à cette situation.

---

<sup>2</sup> L'Echo, Solvay: bonus de 12 millions d'euros en vue pour Ilham Kadri, édition du 7 novembre 2023.

<sup>3</sup> Le Soir, « Un bonus de 12 millions pour la patronne de Solvay? Un « capitalisme de copinage », édition du 8 novembre 2023.

Pour objectiver davantage les données, on privilégiera une meilleure articulation conceptuelle entre les niveaux macro et micro de l'analyse que la dénonciation moralisatrice d'un dévoiement du capitalisme. En effet, la prise de risque par une myriade de petits acteurs atomisés chacun dans leur coin ne permet guère d'expliquer le phénomène qui est à l'origine de la fortune d'un bon nombre de super-manageurs, à savoir l'existence de grandes firmes dont la moindre des particularités n'est pas de substituer un lien régulé par le contrat (et donc à ce titre, pleinement socialisé) à la base même du capitalisme, à savoir l'échange marchand. Depuis un siècle, diverses théories ont tenté d'expliquer le fondement économique de l'entreprise<sup>4</sup>. Leur point commun, en dépit de leurs profondes, et parfois irréconciliables, divergences explicatives, consiste à repérer une forme d'intelligence collective de la firme correspondant non pas à la faculté de prendre du risque mais au contraire, de dompter l'incertitude. Il est vrai que les opérations constitutives du *procès* de production d'une firme comme Solvay dépassent du point de vue de la complexité des interactions et des *procès* celles d'une baraque à frites.

### ***Un dévoiement du socialisme ?***

A partir de là, on est en droit de se poser une question. Si l'on part du postulat classique que c'est le travail comme facteur de production qui est à l'origine de la valeur créée par Solvay, il s'avère difficile d'avancer comme allant de soi le fait que madame Kadri ait pu réaliser un travail justifiant une prime, exceptionnelle à plus d'un titre, de 12 millions d'euros. Un tel niveau de valorisation équivaut, mine de rien, à 3.442 mois de rémunération d'un travailleur au salaire moyen en Belgique<sup>5</sup> (soit 287 ans d'une vie entière au salaire moyen). La comparaison est particulièrement frappante. Aucun travail objectivable ne peut valoir 12 millions d'euros, ce d'autant qu'en l'espèce, le CA remercie madame Kadri pour avoir contribué à réduire les coûts de l'entreprise mais cette « performance », la CEO de Solvay l'a réalisée à partir d'outils et de techniques de gestion dûment enseignés dans toute bonne *business school* qui se respecte et ne doivent, dès lors, rien à son immense génie créatif.

On écartera, au passage, d'un franc revers de la main l'idée que l'origine de la valeur créée par une entreprise puisse trouver son origine, d'un point de vue économique, dans la performance d'un quelconque grand *Conducator* puisque l'alternative à l'origine de la valeur dans le travail a été énoncée par l'école marginaliste qui situe l'origine de la valeur d'une

---

<sup>4</sup> Lire à ce sujet Coase, R, « The Nature of the Firm » in *Economica*, Volume4, Issue16 (November 1937), pp. 386-405 mais aussi Knight, F.H, Risk, Uncertainty, and Profit (1921), Martino Fine Books, Eastford (CT), 2014 ou encore Holmstrom, B et Milgrom, P, « The Firm as an Incentive System » in *The American Economic Review*, Vol.84, N°4 (September, 1994), pp. 972-991. Une synthèse de ces différentes approchées est proposée par Dupret, Xavier. « Le bicamérisme économique à la lumière des théories de l'entreprise » in *La Revue Nouvelle*, vol. 1, no. 1, 2021, pp. 9-14 (cité par Astier, B, Sylvie Leleu-M, et Labour M. « De l'intrapreneuriat à l'interpreneuriat : mise en tension informationnelle entre sécurité et transversalité » in *Communication & management*, vol. 19, no. 2, 2022, pp. 11-28).

<sup>5</sup> En septembre 2023, le salaire brut moyen en Belgique s'élevait à 3.886 euros par mois (Statbel, Le salaire brut moyen en Belgique s'élève à 3.886 euros par mois, 27 septembre 2023).

Url: <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/salaires-et-cout-de-la-main-doeuvre/salaires-mensuels-bruts-moyens>. Date de consultation: 8 novembre 2023).

production donnée dans son utilité marginale, c'est-à-dire la satisfaction qu'un agent économique tire de la consommation d'une quantité supplémentaire de cette production. Rien à voir directement donc avec le travail du PDG.

On pourrait cependant jouer la carte d'une relation indirecte en arguant que sans le travail du manager comme stratège en chef, les productions de la grande firme susciteraient un niveau d'utilité moindre chez les consommateurs. Cette hypothèse appelle une double objection. Tout d'abord, le niveau de développement technique et de connaissances scientifiques à poser en relation directe avec le niveau de satisfaction du consommateur des produits d'une entreprise ne relève factuellement pas des compétences du management, au demeurant financiarisé, de l'entreprise mais davantage de son département R&D. Ensuite, la concurrence sur les marchés n'est plus guère importante de nos jours tant et si bien que l'on peut postuler, dans la droite ligne de l'héritage marxien relatif à la centralisation du capital que «l'accumulation, l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne-spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la centralisation qui en premier lieu ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne. La centralisation du capital, au moyen des sociétés par actions, y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main. (...) Les gros capitaux, improvisés par la centralisation, se reproduisent comme les autres, mais plus vite que les autres, et deviennent ainsi à leur tour de puissants agents de l'accumulation sociale. C'est dans ce sens qu'en parlant du progrès de celle-ci l'on est fondé à sous-entendre les effets produits par la centralisation »<sup>6</sup>.

### *Les vertus du monopole*

Dans cette longue, mais intéressante citation, Marx, qu'on relira encore longtemps après qu'auront disparu certains titres de presse qui ne le citent jamais, nous enseigne que le progrès technique et l'innovation dépendent, somme toute, fort peu de l'audace des uns ou de la vision des autres. La grande firme innove précisément parce qu'elle est à l'abri de la concurrence et que ses investissements sont assurés à travers la collecte de l'épargne sur les marchés financiers.

Ces caractéristiques fonctionnelles nous éloignent du narratif de Café du Commerce, dominant au sein des média hégémoniques, relatif à la prise de risque et aux vertus démiurgiques de l'entrepreneur. La fonction de la grande firme revêt, dans ces conditions, un aspect de planification. Ce dernier est d'ailleurs renforcé par le fait que la grande entreprise constitue un réceptacle des fruits de l'investissement public dans la recherche fondamentale, sans laquelle ne pourraient éclore de nouvelles filières industrielles et de nouveaux

---

<sup>6</sup> Marx, Karl, *Le Capital* (1867). Livre premier Le développement de la production capitaliste, VII<sup>e</sup> section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : loi générale de l'accumulation capitaliste.

entrepreneurs<sup>7</sup>. Le récit de l'initiative et du risque économiques portés à bout de bras par le seul fait de la volonté individuelle occulte, en fin de compte, un extraordinaire déploiement de travail socialisé, sans lesquels l'innovation et les gains de productivité en résultant seraient à peine concevables.

Au total, l'affaire Kadri ne relève donc pas d'une perversion du capitalisme, mais, au contraire, du socialisme dont le caractère éminemment fonctionnel sur le plan technique est, depuis la création de la société par actions à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, entré en contradiction avec le caractère privé de la propriété des moyens de production. Avant d'intenter d'entrée de jeu un procès pour rougeole chronique à l'auteur de ces lignes, on prendra soin de vérifier que des auteurs non-marxistes ont validé cette hypothèse centrale dans le texte du Capital. C'est ainsi que Joan Robinson, la célèbre économiste post-keynésienne de l'école de Cambridge, a tourné le dos de manière féconde aux hypothèses néo-classiques d'équilibre concurrentiel de long terme pour envisager la vie économique sous l'angle de l'accumulation de capitaux rendant possible l'assimilation des sociétés ne levant pas autant de capitaux par celles qui y parviennent. C'est ainsi que de nombreuses branches concurrentielles se caractérisent par une configuration dans laquelle une compagnie ou un petit nombre de firmes domine le marché<sup>8</sup>.

Du point de vue des conséquences de la centralisation du capital sur la structure productive, Joan Robinson s'aligne sur les positions adoptées, dès la Deuxième Guerre mondiale, par Joseph Aloïs Schumpeter, lequel assigna à la concentration du capital une fonction d'innovation permanente puisque pour Schumpeter, « le monopole constitue de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir »<sup>9</sup>. Ce constat permet de caractériser, dans l'optique schumpétérienne, le mode de production capitaliste comme « une dynamique de processus de destruction créatrice » et celle-ci « constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré, mal gré, s'y adapter »<sup>10</sup>.

Cette réalité historique du capitalisme monopoliste est, d'ailleurs, accréditée par la presse spécialisée. C'est ainsi que le Financial Times s'interrogeait brillamment sur les cas de figures justifiant l'existence de monopoles. La réponse s'alignait singulièrement sur les critères proposés par les théoriciens de la concurrence imparfaite, en particulier Schumpeter: « La logique est simple. Ce n'est qu'une fois qu'une firme a atteint le type d'emprise monopolistique sur son marché qui conduit à des revenus financiers fiables qu'elle obtient la stabilité nécessaire pour pouvoir risquer de manière adéquate des investissements et des

---

<sup>7</sup> Galluzzo, Anthony, Le mythe de l'entrepreneur. Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley, Ed. La Découverte, Paris, 2023.

<sup>8</sup> Robinson, Joan, Further Contributions to Modern Economics, Basil Blackwell, Oxford, 1980.

<sup>9</sup> Schumpeter, Joseph A, Capitalisme, Socialisme et démocratie (1942), Paris, Payot, 1979, pp.115-116.

<sup>10</sup> Schumpeter, Joseph A, op.cit, p.117.

expérimentations dans le domaine de la R&D. Les monopoles (...) occupent une fonction constructive. Qui plus est, une fois que les monopoles d'entreprise seront devenus les seuls à faire du bon travail à long terme, peut-être y aura-t-il un argument en faveur d'une forme de nationalisation ou au moins d'une surveillance gouvernementale plus étroite?»<sup>11</sup>. Force est de reconnaître, au passage, que le Financial Times, sur ce coup-là, parle davantage comme les marxistes et moins comme Le Soir.

Ce constat confirme, au passage, le bien-fondé du mot d'ordre enjoignant aux nouveaux venus au sein des organisations de gauche radicale de lire la presse économique car puisqu'elle s'adresse aux élites, elle doit délivrer le message le plus matérialiste possible sur la conjoncture, contrairement aux média grand public, qu'ils soient écrits ou audiovisuels, et dont la fonction idéologique est primordiale. Et tant pis pour la piste du capitalisme dévoyé, chère à la presse bien-pensante.

### *Capitalisme actionnarial*

Moins sérieusement, la communication de Solvay a fait valoir que madame Kadri aurait pu, faute de prime alléchante, quitter l'entreprise à un moment particulièrement crucial tant la « guerre des talents » ferait rage entre grands groupes soucieux de se procurer les services de managers de haut niveau. On ne saurait imaginer, nous annonce toujours Solvay, rupture plus brutale et à ce titre, très déstabilisante pour l'avenir du groupe. L'argument ne convaincra que les lecteurs les moins avisés de la conduite des grands groupes qui dépendent en définitive fort peu des hommes quant à leur conduite. On ne peut, par exemple, imaginer processus plus violent que la fin du mandat de Christophe de Margerie à la tête de Total en 2014 suite à un accident d'hélicoptère qui lui avait coûté la vie, et ce alors que le grand groupe français avait entamé une réorganisation d'envergure trois ans auparavant<sup>12</sup>. Total a continué sa vie comme si de rien n'était.

C'est qu'en fin de compte, la fonction de manager charismatique occupe clairement une fonction de légitimation idéologique. En donnant à croire aux salariés de la grande firme que celle-ci serait en grand danger sans la présence tutélaire de son capitaine, l'idéologie dominante les incite à croire que tout le monde est sur le même bateau. Ce travail de brouillage idéologique des rapports sociaux de production au sein de l'entreprise contribue largement à une naturalisation des inégalités qui vient à point nommé pour le projet de gestion néolibérale des entreprises depuis une quarantaine d'années.

Parmi les discussions les plus oiseuses auxquelles il vaut mieux éviter de participer pour ne pas perdre son temps, on s'empressera de pointer en tête de liste la (fausse) dichotomie opposant deux lectures interprétatives du néolibéralisme, l'une accordant à ce dernier un

---

<sup>11</sup> Financial Times, When are monopolies a good thing?, opinion d'Izabella Kaminska, édition mise en ligne du 24 juillet 2014.

<sup>12</sup> L'Usine Nouvelle, L'après-Margerie chez Total : un tandem Pouyanné-Desmarest pour piloter le groupe pétrolier, article mis en ligne le 21 octobre 2014.

caractère de rationalité instrumentale et l'autre l'assimilant à une nouvelle séquence historique du capitalisme<sup>13</sup>. Cette opposition ne tient pas la route. Après tout, si le néolibéralisme s'est imposé, c'est bien en tant que seule rationalité économique susceptible d'exister dans une configuration particulière à une époque des rapports de domination de classe. Jamais des outils ou des critères de gestion ne tombent du ciel. Ils correspondent à des rapports de forces stabilisés entre groupes sociaux et débouchent sur des compromis structurels de classe définissant le régime d'accumulation propre à une époque.

Cette perspective historiciste permet de pointer les enjeux suivants quant à la gouvernance des entreprises. On constate une dégradation des taux de marge dans les années 1970 au sein des pays de l'OCDE. C'est ainsi qu'en France, le taux de marge des entreprises est passé de 26,67% au moment du choc pétrolier de 1973 à 21,01% en 1981. C'est le niveau le plus faible pour cette variable depuis 1949<sup>14</sup>. On constate une dynamique absolument similaire pour la Belgique<sup>15</sup>. La réponse du capital à cette dégradation a débouché sur la volonté de faire baisser les coûts salariaux et cela a fonctionné comme en témoigne la baisse constante de la part des salaires dans les économies développées.

Par exemple, en moyenne pour les pays du G7, la part des salaires est passée de 68 à 61% entre 1980 et 2005<sup>16</sup>. L'ère des super managers tueurs de coûts a commencé à dans les années 1980. L'enjeu consistait à assurer les dividendes les plus élevés possibles pour les actionnaires après le tassement historique des taux de marge constaté à cette époque.

Depuis, le capitalisme réel, c'est ça. Et rien que ça.

Le reste n'est que littérature. Fourvoyée?

---

<sup>13</sup> cfr la présentation de la soirée du réseau Econosphères du mardi 14 novembre 2023 consacrée au « néolibéralisme à la belge ».

<sup>14</sup> Baghli, Mustapha, Cette, Gilbert, Sylvain, Arnaud, Les déterminants du taux de marge en France et quelques autres grands pays industrialisés : Analyse empirique sur la période 1970-2000, Banque de France, Note d'Etudes et de recherche n°99, janvier 2003, p.34.

<sup>15</sup> Savage, Réginald, Economie belge 1953-2000. Ruptures et mutations, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2005.

<sup>16</sup> Husson, Michel, « Le partage de la valeur ajoutée en Europe » in *La Revue de l'Ires*, vol. 64, n°1, 2010, p.48.